

ECA/MRAG/96/5/MR

**NATIONS UNIES  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
GROUPE MULTIDISCIPLINAIRE DES CONSEILLERS REGIONAUX**

**SEMINAIRE SUR LE RENOUVEAU DE LA PLANIFICATION AU MALI**

**RAPPORT DE MISSION**

**(Ségou/Mali, 15-18 janvier 1996)**

**par**

**M. LABIDI**

**Conseiller régional principal**

**Janvier 1996**

## **SOMMAIRE**

### **PAGES**

<b>Résumé . . . . .</b>	<b>1</b>
<b>1. TERMES DE REFERENCE ET ACTIVITES ENTREPRISES . .</b>	<b>2</b>
<b>2. RAPPEL : LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT REMIS PAR M. LABIDI EN DECEMBRE 1995 . . . . .</b>	<b>3</b>
<b>3. L'ORDRE DU JOUR ET LE DÉROULEMENT DU SÉMINAIRE .</b>	<b>5</b>
<b>4. LES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU SÉMINAIRE .</b>	<b>9</b>
<b>5. LES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION . . . . .</b>	<b>11</b>

## **ANNEXE**

- 1. Motion de remerciement à la CEA et à d'autres partenaires au développement**
- 2. Liste des participants au séminaire sur le renouveau de la planification (15-18 janvier 1996)**

## RESUME

i. La mission, conduite au Mali du 15 au 18 janvier 1996, avait pour objet d'assister le Gouvernement pour le bon déroulement d'un séminaire sur le renouveau du système de planification au Mali.

ii. L'objet de ce séminaire était d'aboutir à des propositions pour mettre en place une planification renouvelée du développement et de la gestion de l'économie nationale. La contribution attendue de la CEA était son apport aux réflexions entreprises et à l'élaboration de programmes d'action dans ce domaine.

iii. Le séminaire national sur la planification renouvelée au Mali a regroupé du 15 au 18 janvier environ 100 participants (Présidence, Ministères, régions et société civile, organismes de coopération).

iv. Ses travaux ont permis d'aborder de nombreuses questions: diagnostic et perspectives de la planification au Mali; Plan et marché; Planification et temps; Planification et espace; Planification des ressources humaines et développement humain durable; Planification et environnement.

v. De façon générale, le séminaire a estimé que le contexte actuel appelle une redéfinition du rôle des acteurs du développement et du cadre de l'action de l'Etat. Il a constaté la nécessité d'inscrire la gestion du développement dans une perspective à moyen et long termes, d'échapper à la domination des considérations de court terme et d'intégrer les projets des acteurs dans leur nouveau rôle.

vi. Sur le plan institutionnel, le Séminaire a suggéré le renforcement des capacités des services et organisations concernés et la restructuration profonde des structures actuelles.

vii. Les propositions d'action 1996 faites dans le rapport de M. Labidi (Décembre 1995) restent valables. Les objectifs prioritaires 1996 pour mettre en oeuvre les recommandations du séminaire pourraient être les suivants: instauration du nouvel esprit de la planification renouvelée; préparation de l'avenir sur des bases solides; consolidation des travaux techniques en cours; lancement en 1996 de la mise en oeuvre d'un programme cadre d'action.

viii. L'apport de la CEA au séminaire a été apprécié comme le montre la motion de remerciement qui lui est adressée.

## I. TERMES DE REFERENCE ET ACTIVITES ENTREPRISES

1. La présente mission, conduite au Mali du 15 au 18 janvier 1996 par M. M. Labidi, Conseiller régional principal de la CEA, avait pour objet d'assister le Gouvernement pour le bon déroulement d'un séminaire sur le renouveau du système de planification au Mali. Elle répond à la requête du Commissariat au Plan (Premier Ministère).

2. La mission a été organisée de façon efficace par le Commissariat au Plan. Elle a rencontré un certain nombre de responsables de l'administration ainsi que d'organismes de coopération (voir en annexe la liste des participants à l'atelier). Son bon déroulement a été facilité par l'appui du Bureau du PNUD à Bamako.

3. Au cours de la mission, M. Labidi a participé à l'animation du séminaire national et y a présenté des recommandations sur les "Missions et programme-cadre de planification renouvelée du Mali".

4. Ce séminaire national s'est déroulé de façon satisfaisante et a été un succès pour le Commissariat au Plan du Mali. Il a regroupé du 15 au 18 janvier environ 100 participants (Présidence, Ministères, régions et société civile, organismes de coopération). Suite à une précédente mission (28 Novembre au 7 décembre 1995), M. Labidi avait contribué à sa préparation en soumettant le rapport "Missions et programme-cadre de planification renouvelée du Mali".

5. L'apport de la CEA au séminaire a été apprécié comme le montre la motion de remerciement qui lui est adressée. Le rapport préparé par M. Labidi a été considéré comme un document particulièrement utile pour orienter le programme de travail de renouveau de la planification. Dans son rapport et au cours de ses interventions, il a insisté sur l'internalisation de la problématique de l'ajustement structurel, sur la mise en oeuvre de politiques économiques adaptées (en particulier les politiques financières, monétaires, budgétaires et de la dette) et sur l'importance du lancement rapide de travaux concrétisant l'esprit du renouveau de la planification. Le Commissaire au Plan a souhaité la poursuite dans ces domaines de la coopération Mali-CEA.

**2. RAPPEL : LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT REMIS PAR M. LABIDI,  
" MISSIONS ET PROGRAMME-CADRE DE LA PLANIFICATION RENOUVELÉE DU  
DÉVELOPPEMENT DU MALI "**

6. Ce rapport propose les grandes lignes d'un programme-cadre de gestion et de planification renouvelée du développement du Mali. Il affirme que cette planification doit contribuer à la formulation et à la mise en oeuvre de stratégies et politiques de développement ainsi que de modes d'organisation et de gestion qui permettraient une réponse adéquate aux besoins actuels et futurs de la population du Mali.

7. La conception et les missions de la planification renouvelée doivent refléter le nouveau rôle de l'Etat et la place reconnue à l'économie de marché. La prise en compte de l'économie de marché implique le rejet de toute planification impérative. Le nouveau rôle de l'Etat impose la prise en compte par la planification des secteurs où l'Etat doit continuer à intervenir:

- les domaines qui lui sont traditionnellement reconnus, tels que: les infrastructures, l'éducation, la santé, la réduction des inégalités et la préservation de l'environnement;
- les domaines plus spécifiques: soutien à l'agriculture, promotion du secteur privé, recherche d'une meilleure insertion dans la division internationale du travail, mise en place de modes de financement palliant les lacunes du système bancaire.

8. Ce rapport assigne à la planification les six fonctions principales suivantes :

- préparer les grands choix du développement;
- assurer la cohérence des prévisions, orientations et actions, en particulier aux niveaux temporel (prospective, planification stratégique, programmes), spatial et intersectoriel;
- assurer la cohérence de politiques économiques qui doivent servir le développement;
- assurer l'efficacité des programmes et projets d'investissement;
- délimiter et évaluer les moyens principaux indispensables à la mise en oeuvre des plans, programmes et politiques;
- faire des propositions d'organisation de l'économie nationale et du système de planification.

9. Dans le cadre de la mise en oeuvre de ces fonctions, le rapport recommande sept axes d'un programme-cadre 1996-2000 ainsi que des actions prioritaires pour 1996. L'avant-projet de ce programme-cadre retient les axes, objectifs, résultats et activités qui permettront de renforcer la planification renouvelée. Les sept axes d'actions prioritaires suivants y sont dégagés:

- Axe 1: donner une importance primordiale à la préparation des grands choix de développement
- Axe 2: mettre au service du développement des politiques économiques adéquates et coordonnées
- Axe 3: mettre en oeuvre des programmes et projets d'investissement efficaces
- Axe 4: renforcer les capacités des régions pour la planification et la préparation des projets
- Axe 5: améliorer la statistique nationale et la diffusion de l'information économique et sociale
- Axe 6: adapter l'organisation institutionnelle et des moyens de la planification renouvelée au nouveau rôle de l'Etat
- Axe 7: renforcer les capacités essentielles d'analyse des politiques et de gestion de l'économie nationale

**3. L'ORDRE DU JOUR ET LE DÉROULEMENT DU SÉMINAIRE SUR LE  
RENOUVEAU DE LA PLANIFICATION**

10. Le séminaire a été ouvert en présence du Directeur du Cabinet du Premier Ministre, du Gouverneur de la Région de Ségou, du Commissaire au Plan, de représentant d'organismes de coopération, en particulier de la CEA et du Représentant Résident du PNUD à Bamako.

11. Le séminaire s'est déroulé conformément à l'ordre du jour suivant:

**15 Janvier 1996**

9h00-9h30 Ouverture des travaux sous la Présidence du Représentant du Premier Ministre

9h00-9h30 Pause

10h-11h Plénière: Présentation des thèmes sur:  
"Analyse diagnostique du système de planification du Mali au cours des 30 dernières années et ses perspectives"  
"Plan et Marché"  
"Planification et Espace"  
"Planification et Temps"  
"Planification et Ressources Humaines"  
"Planification et Environnement"

11h-12h Plénière: Discussions générales sur les communications

12h-13h Plénière: constitution et définition du mandat des commissions de travail

13h-14h30 Pause: déjeuner

14h30-17h Travaux en commissions

**16 Janvier 1996**

9h-13h00 Suite des travaux en commissions avec pause à 10h00

13h-14h30 Pause: déjeuner

14h30-17h30 Suite des travaux en commissions

**17 Janvier 1996**

9h00-13h00 Suite des travaux en Commissions avec pause à 10h30  
Mise en place de la commission Ad hoc de la rédaction de recommandations et du Plan d'action

13h-14h30           Pause: déjeuner

14h30-17h30       Plénière: Présentation et adoption des rapports  
des commissions de travail

**18 Janvier 1996**

10h-11h30       Plénière: Présentation des résultats des travaux  
de la commission de rédaction et discussions  
générales

11h30-12h30      Clôture des travaux

12. Le Séminaire a regroupé les représentants des structures ci-après:

- Niveau central: Primature, tous les Ministères, Commissariat à la Promotion Féminine, Mission de Décentralisation, cellules de Planification et de Statistique, Commissariat au Plan et services rattachés (DNP, DNSI, Chefs de projets, Ecoles Supérieures et Instituts de recherche (ENA, ISFRA, ENSUP);
- Niveau régional: Conseillers au Développement auprès des Gouverneurs de Région, Directions Régionales du plan et de la Statistique;
- Société civile: Fédération Nationale des employeurs du Mali, Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali, Assemblée permanente des Chambres d'Agriculture, Formations syndicales (UNTM), coordination des Jeunes et des Femmes, coordination des femmes (CAFO), Collectif des ONG (CCA-SECO);
- Institutions républicaines: Présidence, Assemblée Nationale, Conseil Economique, Social et Culturel, Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur.

13. Après le discours des officiels, les participants ont mis en place le bureau du séminaire composé comme suit:

- Président: Mr. Denis TRAORE Commissaire au Plan
- Co-président: Mr. Mohamed Habib COULIBALY, Secrétaire Général du Conseil Economique et Social.
- Rapporteur général: Oumar Ag TELFI, Directeur National de la Planification.
- Co-rapporteur général: Mme SIDIBE Fatoumata DICKO Directrice Nationale de la Statistique et de l'Informatique.

14. Le Séminaire a procédé à la mise en place de deux (2) Commissions de travail:

- Commission N° 1 chargée de l'Analyse Diagnostique du Système de Planification et ses perspectives
- Commission N° 2 chargée des Fonctions et du Cadre Institutionnel de la Planification.

15. Le séminaire a été l'occasion de discussions approfondies sur les points de l'ordre du jour. Les rapports des consultants ont servi de base aux discussions: analyse diagnostique du système de planification au Mali au cours des 20 dernières années et ses perspectives; planification et marché; planification et temps; planification et ressources humaines; planification et environnement.

16. Exposé sur "l'analyse diagnostique du système de planification au Mali au cours des 20 dernières années et ses perspectives". L'auteur a évoqué les raisons de la nécessité de rénover le système de planification et a fait le diagnostic des trois grandes étapes de la planification au Mali. Le Consultant a axé son intervention sur la liaison existante entre ces trois étapes de planification et sur le contexte général d'évolution du Système de Planification.

17. Exposé sur "Planification et marché". Le Consultant a d'abord rappelé que d'après l'examen des expériences diverses, les années 80 ont été marquées par des politiques plus libérales aussi bien dans les pays industriels que dans ceux en voie de développement. Depuis la fin des années 80, les interventions de l'Etat ont été globalement réduites et la place des ajustements par le marché a progressé mais sans toutefois permettre de faire face efficacement à tous les enjeux et défis du développement. Depuis très longtemps, face à l'étroitesse et aux imperfections du marché, l'Etat a été amené à intervenir comme régulateur dans beaucoup de domaines et plus spécifiquement dans celui de la planification.

18. Dans le cas du Mali, les caractéristiques du marché justifient le renouvellement des interventions de l'Etat. La planification a vocation de définir une stratégie globale de développement. Pour y parvenir, elle doit être sélective, porter sur certains projets prioritaires, et être concertée et décentralisée.

19. Exposé sur "Planification et temps". Pour le consultant, réfléchir sur le développement à long terme, autrement dit avoir une vision à long terme de notre devenir, n'est pas un leurre. En effet, dans beaucoup de pays la réflexion à long terme apparaît comme le premier jalon de la planification. Ensuite l'auteur propose la planification stratégique qui consiste à mettre en cohérence les stratégies sectorielles et la mobilisation des ressources. Pour y parvenir, trois fonctions essentielles ont été proposées:

- La fonction statistique, capitale pour la gestion du

développement et qui mérite d'être renforcée;

- La fonction d'évaluation des projets;
- La fonction de coordination de l'aide extérieure, fonction actuellement dispersée et non maîtrisée.

Après la définition des fonctions, l'auteur a enfin fait état des propositions institutionnelles consignées dans son document.

20. Exposé sur la "Planification et ressources humaines". L'auteur a tout d'abord rappelé les définitions des concepts de développement durable, de développement humain durable et de ressources humaines. Ensuite, il a fait le constat ci-après:-  
taux de croissance économique faible;

- déséquilibre permanent entre croissance économique et croissance démographique; - résultats sectoriels mitigés. L'auteur affirme que le développement humain n'a pas été atteint pour les raisons suivantes:
- les plans ont eu des effets limités et par conséquent n'ont pas permis le relèvement du niveau de vie;
- insuffisance des méthodes de planification.

Enfin, pour promouvoir le développement durable, l'auteur propose deux solutions:- Intégrer la variable démographique dans les plans de développement; - Mettre en place un cadre institutionnel cohérent.

21. Exposé sur "Planification et environnement". Les problèmes environnementaux constituent une préoccupation aussi bien au niveau national qu'international. Le diagnostic de la planification au Mali a montré que l'environnement a été timidement pris en compte dans les plans de développement. Les préoccupations nationales et internationales exigent la prise en compte de l'environnement dans le renouveau de la planification. Cette prise en compte se heurte à certaines contraintes que sont:- le manque d'informations statistiques sur l'environnement; - le manque de ressources humaines pour l'élaboration des projets d'environnement. La formulation des stratégies nécessite de: - revoir les modèles de consommation et de production; - améliorer la gestion des ressources naturelles; - cadrer l'environnement avec le niveau macro-économique; - revoir les politiques d'investissement, de crédit de fiscalités etc..; - promouvoir la recherche.

22. Suite aux différents exposés, un débat large et fructueux s'est instauré et a porté sur les questions essentielles suivantes:

- la nécessité de la poursuite de la planification;
- le type de planification;
- l'utilité de la planification dans un contexte de décentralisation;
- les acteurs de la planification;
- le danger qu'il y a à considérer la mondialisation de l'économie comme une contrainte;
- la faiblesse de la capacité de programmation, notamment de l'assistance technique;
- le renforcement de la fonction statistique.

23. Un consensus a été obtenu sur les principales conclusions du séminaire.

#### 4. LES CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DU SÉMINAIRE

24. De façon générale, le séminaire estime que "le contexte actuel appelle une redéfinition du rôle des acteurs du développement et du cadre de l'action de l'Etat. La nécessité d'inscrire la gestion du développement dans une perspective à moyen et long termes, d'échapper à la domination des considérations de court terme et d'intégrer les projets des acteurs dans leur nouveau rôle, inspire cette réflexion qui débouche sur une conception profondément renouvelée de la planification".

25. La planification renouvelée devrait comporter les caractéristiques suivantes:

- a) la planification devrait être indicative et s'appuyer sur une redéfinition du rôle des acteurs du développement (Etat, secteur privé, Société civile) qui fait du secteur privé la source essentielle de la production des biens et services.
- b) la planification doit s'appuyer sur la concertation, la consultation et la participation de tous les acteurs concernés, dans le cadre d'un système politique démocratique et pluraliste;
- c) la planification doit inscrire la gestion du développement du pays dans une perspective à long terme, et assurer une cohérence entre les horizons temporels de long, moyen et court termes;
- d) la planification doit prendre en compte le

processus de décentralisation afin d'assurer la cohérence spatiale du développement économique, social et culturel.

- e) la planification doit accorder une place essentielle à la dimension environnementale du développement;

26. Ces caractéristiques conduisent le séminaire à proposer au processus de planification les missions suivantes:

- a) définir les grands objectifs de développement du pays
- b) assurer une cohérence temporelle entre les perspectives à long terme et les contraintes de court terme liées aux grands équilibres macro-économiques;
- c) assurer la cohérence spatiale des initiatives des acteurs du développement, dans le respect des principes de la décentralisation;
- d) assurer le rôle de la femme dans le processus de développement
- e) assurer la programmation des programmes et projets de développement et les arbitrages qui y sont liés, ainsi que leur suivi
- f) assurer l'évaluation des politiques publiques
- g) assurer la collecte, le traitement et la diffusion de l'information économique et sociale, et veiller à la réalisation d'études requises.
- h) appuyer et coordonner la mobilisation des ressources nécessaires au développement;

27. Sur le plan institutionnel, le Séminaire a suggéré le renforcement des capacités des services et organisations concernés, et que soit effectuée "une restructuration profonde des structures actuelles ...". Il estime, ce qui ne semble pas très clair, qu'une "structure pérenne et unique de gestion globale de l'économie, regroupant et intégrant les différents aspects de cette fonction, est nécessaire".

28. Le Séminaire a enfin recommandé:

- l'exploitation des résultats de ses travaux par le Commissariat au Plan en vue de faire des recommandations au Gouvernement;
- la poursuite de la réflexion pour la mise en place d'un Cadre institutionnel adéquat.

- l'élaboration dans les meilleurs délais d'un Plan d'Action pour la mise en oeuvre des résultats obtenus;
- le renforcement en moyens humains et matériels des structures en charge de la planification (DNP, DNSI, CPS, DRPS);
- Une large diffusion des résultats de ses travaux

## 5. RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

29. L'essentiel est d'améliorer réellement le travail de planification. Les problèmes institutionnels ne doivent pas être un préalable à de premières initiatives adéquates. Des progrès peuvent être faits en s'appuyant sur les orientations et les principales recommandations du séminaire.

30. Les propositions d'action 1996 faites dans le rapport de M. Labidi (Décembre 1995) restent valables. Les objectifs prioritaires qui doivent être visés en 1996 pour mettre en oeuvre les recommandations du séminaire, pourraient être les suivants:

- instauration du nouvel esprit de la planification renouvelée aussi bien chez les planificateurs que chez les autres responsables économiques;
- continuation et consolidation des travaux techniques en cours;
- mise en place de bonnes bases de départ aux initiatives nouvelles;
- mobilisation des compétences pour le lancement en 1996 de la mise en oeuvre d'un programme-cadre de la planification renouvelée du développement du Mali.

31. Les actions prioritaires 1996 peuvent être classées selon les axes retenus pour le projet de programme-cadre proposé en Décembre 1995.

32. Les actions prioritaires 1996 liées à l'axe 1 (donner une importance primordiale à la préparation des grands choix de développement) sont les suivantes:

Objectif: Une bonne connaissance rétrospective de l'évolution économique et sociale

- faire le bilan des études disponibles, élaborer un programme d'études rétrospectives et commencer à mener certaines d'entre elles

Objectif: Une vision à long terme et prospective de l'évolution économique et sociale

- commencer la réalisation de L'étude prospective Mali 2015; élaborer un programme de recherche en prospective; lancer des études sur: l'évolution à long terme du contexte économique international et régional; le développement à long terme des ressources humaines;
- préparation des orientations 1996-2000 et du plan (programme) à moyen terme 1996-2000
- élaborer un programme prioritaire d'études sectorielles à long terme; lancer de premières études prioritaires de filières;
- mettre en place un fonds pour les études;

Objectif: Des instruments opérationnels de prévision et d'aide à la décision macro-économique (inclusion aussi dans axe 2)

- faire le point du fonctionnement et de la maîtrise des bases de données macro-économiques existantes
- Maîtrise et amélioration du modèle macro-financier

33. Les actions prioritaires 1996 liées à l'axe 2 (mettre au service du développement des politiques économiques adéquates et coordonnées) sont les suivantes:

Objectif: De meilleures formulation, évaluation et coordination des politiques économiques.

- suivi et analyse de la mise en oeuvre du document-cadre de politique économique 1995-97
- mise en place de mécanismes améliorés de coordination des politiques économiques

Objectif: Une loi de finances s'inscrivant dans les orientations à moyen terme

- préparer la loi de finances 1997 en tenant compte des orientations du plan (programme) 1996-90

34. Les actions prioritaires 1996 liées à l'axe 3 (mettre en oeuvre des programmes et projets d'investissements efficaces) sont les suivantes:

Objectif: Un programme triennal d'investissements (PTI) au service de la planification stratégique

- préparer un PTI traduisant les orientations du plan (programme) 1996-90

35. Les actions prioritaires 1996 liées à l'axe 4 (assurer le développement régional et renforcer les capacités de planification renouvelée des régions) sont les suivantes:

Objectif: Une vision à long terme du développement régional et de l'aménagement du territoire

- Finalisation des travaux de préparation des schémas national et régionaux d'aménagement du territoire

Objectif: Un environnement institutionnel et des moyens adéquats pour le développement régional et local

- retenir un statut juridique adéquat des régions et collectivités locales
- prévoir des ressources financières élargies et suffisantes pour les régions et communes

Objectif: Une contribution élargie des ONG et bureaux d'études nationaux au développement régional et local

- prévoir un programme de travail pour la contribution des ONG et bureaux d'études nationaux à la préparation des plans et projets régionaux

36. Les actions prioritaires 1996 liées à l'axe 5 (améliorer la statistique nationale et la diffusion de l'information économique et sociale) sont les suivantes:

Objectif: Des comptes nationaux améliorés

- Appliquer le Système de Comptabilité Nationale 1993 de l'ONU

Objectif: Des tableaux de bord économiques et sociaux régulièrement établis

- Calcul des indicateurs économiques de court terme et analyses correspondantes

Objectif: les autres composantes du système national d'information renforcées

- Consolider le système de documentation du Commissariat au Plan

37. Les actions prioritaires 1996 liées à l'axe 6 (adapter

l'organisation institutionnelle et des moyens de la nouvelle planification au nouveau rôle de l'Etat) sont les suivantes:

Objectif: L'approfondissement et l'explication de l'approche nouvelle de la planification

- diffuser un document de présentation du nouveau système de planification
- mise à jour des missions de planification et de politiques économiques du Premier Ministère, du Commissariat au Plan, du Ministère chargé des finances et des autres ministères
- mise en place d'un Comité de coordination économique, se réunissant au moins trimestriellement (présidence: Premier Ministre, secrétariat: Commissariat au Plan)
- adoption et mise en oeuvre d'un plan d'action pour le renforcement des capacités de gestion et de planification renouvelée de l'économie nationale

38. Les actions prioritaires 1996 liées à l'axe 7 (renforcer les capacités essentielles d'analyse des politiques et de gestion de l'économie nationale) sont les suivantes:

Objectif: Des capacités institutionnelles d'analyse et de gestion renforcées

- élaboration d'un programme de renforcement des moyens humains/matériels de la planification renouvelée
- élaboration d'un programme d'action pour un enseignement et des travaux économiques renforcés dans les institutions de formation supérieure et de recherche
- recensement des bureaux d'études/consultants nationaux et élaboration d'un programme d'action de renforcement de leurs activités

Objectif: Un programme de Coopération Technique efficient pour le renforcement des capacités de gestion et de planification renouvelée de l'économie

- élaborer et adopter avec le PNUD et les organisations internationales/bailleurs de fonds concernés un programme cadre pour le renforcement des capacités de gestion et de planification renouvelée de l'économie nationale

**ANNEXE 1**  
**MOTION DE REMERCIEMENT**  
**AUX PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT (PNUD, GTZ, CEA)**

**Le Séminaire,**

- **Considérant l'importance de leur soutien au système national de la planification**
- **Considérant l'appui technique et financier qu'ils ont apporté à l'organisation et la tenue des présentes assises.**
- **Les remercie vivement de leur soutien**
- **Leur demande de poursuivre leur appui à la mise en oeuvre du renouveau de la planification.**

**ANNEXE 2**

**LISTE DES PARTICIPANTS**

N°	NOMS ET PRENOM	TITRE ET ADRESSES
1	Ousmane DIALLO	DNP
2	Idrissa DANTE	PNUD
3	N'Golo COULIBALY	MEB
4	Makan T. KONATE	CPS/MEB
5	Mamadou H. BAH	DRPS/SEGOU
6	ELY CAMARA	Consultant ACDI
7	Moctar TRAORE	MMEH
8	Zoumana CAMARA	CP
9	Mazier Jacques	Consultant/PNUD
10	Bala BAMBA	CD/KAYES
12	M. Labidi	UNCEA
13	Najet KHATOUCHE	ONU/DADSG
14	Mamadou Lamine DEMBLE	CT/MAT
15	Alikaou DIARRA	DNSI
16	Brahima ZERBO	DNSI
17	Mohamed dit Babi SACKO	Assemblée Nationale
18	Elie KAMATE	CCA/ONG
19	Mamoutou FANE	DRPS/SIKASSO
20	Ousmane Sidy TRAORE	CPS/MMEH
21	Tiéoulé W. KONE	DRPS/KOULIKORO

22	Alpha moye TRAORE	District de Bamako
23	Zibo MAIGA	DNP
24	Djiédi SYLLA	PNUD
25	Ousmane SY	MD/PRIMATURE
26	Mamadou MAGASSA	PRESIDENCE
27	Mohamed H. COULIBALY	SEGAL/CESC
28	Bakary DIARRA	CP
29	Souleymane DEMBELE	DRPS/DISTRICT BKO
30	Mme SIDIBE F. DICKO	DNSI/CP
31	Mamadou CAMARA	CD/MOPTI
32	Mamadou BARRY	DAF/MCC
33	Moussa Kalifa TRAORE	CT/PRIMATURE
34	Lassana FOFANA	CT/MSSPA
35	Mme MAIGA Zamilatou CISSE	DNP/CP
36	Makan Fily DABO	PNAE
37	Amara DOUMBIA	MFC
38	Ismaila KONATE	CPF
39	Taieb HOUDI	PNUD/MD
40	Ibrahim Boubacar BAH	CCIM
41	Ousmane M. DIALLO	Consultant
42	MME Julia KEITA	DNP/CP
43	Lassana TRAORE	Expert National
44	Günther Hornung	CP/GTZ
45	Mohamed A. TOURE	BANQUE MONDIALE
46	Aliou COULIBALY	DNP
47	Modibo DOLO	DNP/CP

48	E. M. MOUHOUD	PNUD
49	Kassoum KONE	CD/GAO
50	Mohamed DIALLO	CT/MFC
51	Seydou Amory GUINDO	Chef DAF/DNP/CP
52	Maro DIABATE	CD/TOMBOUCTOU
53	Cheick Mamadou DOUCOURE	DGA/CPS/MTPT
54	Bakary COULIBALY	S/C Tiénan B.P. 131 Ségou
55	Seydou Moussa TRAORE	DNSI/CP
56	Moctar Sékou TRAORE	SECO/ONG
57	Sylvestre OUEDRAOGO	PNUD/B.FASO
58	Amady N'DJIM	CT/MDRE
59	Lahaou TOURE	Assemblée Nationale
60	Adama SENOU	DRPS/TOMBOUCTOU
61	Salif COULIBALY	CPS/MSSPA
62	Alassane A. MAIGA	DRPS/KAYES
63	Alain Michel CAMARA	DNP/CP
64	Hamza Almadou CISSE	ADS/PRIMATURE
65	Yacouba KONAE	PRED
66	Mme SIBY	PRIMATURE
67	Denis TRAORE	CP/PRIMATURE
68	Jean LE NAY	DADSG des NU
69	Abdoulaye Aly DIALLO	DNP/CP
70	Mme SANGARE Rokiatou TOURE	CAFO/ONG
71	Amadou DIARRA	CT/MIAT
72	Cheick Mohamed SAMAKE	MDD
73	Sidi Mohamed COULIBALY	MEFPT/CRA

74	M. Amadou DIARRA	MAEMEIA
75	Lamine Mademba SY	DAF/MVH
76	Bouba SAM	HCME
77	Yaya SISSOKO	HCME
78	Omar Ag TELFI	DNP/CP
79	Mamadou GOITA	CPS/MDRE
80	Bakary M. TRAORE	CD/GRKK
81	Macki TALL	DRSP/GAO/KIDAL
82	Pakiry KAMATE	DRPS/MOPTI
83	Oumar KONATE	ENSUP
84	Sagou DOLO	CD/GR/SIKASSO
85	Modibo KAMATE	DNSI/CP
86	Théodore MPTSWE	PNUD
87	Mangal TRAORE	CT/MJ
88	Lassana FOFANA	DAF/MESSRS
89	Issa KONTE	MTPT
90	Yéro HAIDARA	Consultant BAAP
91	Cheick Oumar HAIDARA	Consultant/Exxel/IMCM
92	Ahmed Sekou TOURE	CESC
93	Keffing DABO	CERPOD